

Trilatérale Corée du Sud-Chine-Japon : une péripétie ?

Jean-Yves Colin

28 Mai 2024

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Trilatéral Corée du Sud-Chine-Japon : une péripétie ?

Jean-Yves COLIN

Les 26 et 27 mai s'est tenue à Séoul une réunion trilatérale entre la Corée du Sud, le Japon et la Chine, représentés par le Président Yoon Suk-yeol et les Premiers Ministres Kishida et Li Qiang. Cette réunion faite d'une rencontre commune entre les trois représentants et de réunions bilatérales n'est pas sans précédent mais la dernière datait de décembre 2019 à Chengdu, en Chine, et les intervenants étaient autres (Moon Jae-in pour la Corée du Sud, Abe Shinzo pour le Japon et Li Keqiang pour la Chine). L'élément le plus positif de cette réunion est le fait que les trois aient pu se voir ensemble et échanger de vive voix.

Il est tentant d'évoquer la crise de la Covid-19 pour expliquer l'absence de réunion en quatre années et demie alors qu'en 2008 les trois pays avaient pris la décision d'une rencontre annuelle. Bien entendu la pandémie en est une cause mais en réalité la durée de cette parenthèse tient d'abord à la dégradation de la situation en Asie du Nord : la montée en puissance militaire de la Chine et ses visées maritimes et insulaires ; la tension croissante autour de Taiwan, aggravée aujourd'hui par l'hostilité, peut-être attisée par Pékin, des opposants au nouveau président, majoritaires au sein du Yuan législatif ; la décision du Japon d'augmenter significativement son budget de la défense ; les provocations répétées de la Corée du Nord à l'égard de ses voisins sud-coréens et japonais ; les mauvaises relations entre la Corée du Sud et le Japon (et notamment entre Moon Jae-in et Abe Shinzo) ; enfin la distance vis-à-vis de Pékin prise par le Président Yoon, plus grande que celle du Président Moon.

La réunion de Séoul est intervenue dans un contexte toujours difficile. La semaine la précédant a été caractérisée par un discours d'inauguration du mandat du nouveau président de Taiwan Lai Ching-te, qui a provoqué la colère des dirigeants chinois ; ceux-ci avaient montré leur ressentiment dès la victoire de ce dernier et ont réagi à ce discours en déclenchant des manœuvres militaires maritimes et aériennes de grande ampleur, très certainement préparées longtemps à l'avance, et pouvant être perçues par beaucoup comme les prémices d'une invasion ou d'un étouffement de l'île. Par ailleurs, les ambassadeurs chinois à Seoul et Tokyo ont réagi avec agressivité à la présence de représentants sud-coréens et nippons à l'investiture du Président Lai, même de second rang. D'autre part, la presse américaine se

référant à des officiels militaires a indiqué que la Corée du Nord se préparait à de nouvelles provocations pouvant comporter des actions militaires dans la DMZ (zone démilitarisée entre les deux Etats coréens) ou des bombardements d'îles proches de la Corée du Nord. De plus une prochaine visite du Président Poutine à Pyongyang est analysée comme le signal d'une nouvelle étape du renforcement des relations entre la Corée du Nord et la Russie, qui semble fonder sur l'échange de matériel militaire de base contre de la technologie nucléaire. Les tensions entre Pyongyang et Séoul sont loin de s'être apaisées au cours des derniers mois en raison des nombreux tirs de missiles nord-coréens et de diverses menaces ; la Corée du Sud a récemment pris des sanctions à l'égard de sept responsables nord-coréens et deux navires russes transportant du matériel militaire en violation des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le principal conseiller à la sécurité du Président Yoon, Kim Tae-hyo, avait préalablement indiqué que l'ordre du jour de la réunion comporterait six sujets spécifiques : l'économie et les relations commerciales, le développement durable, les sujets de santé, la science et la technologie, la gestion des désastres naturels, et les échanges de personnes, ainsi que la situation régionale, y compris la tension dans la péninsule coréenne (en incluant la question essentielle pour Tokyo et pendante depuis des décennies des enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord).

La Corée du Sud chargée d'organiser cette réunion pressait depuis longtemps les dirigeants chinois à cet effet. Le réchauffement des relations entre Séoul et Tokyo depuis la prise de fonction du Président Yoon et l'arrivée au pouvoir de Kishida Fumio à Tokyo, avait débloqué cette éventualité entre les deux pays ; la trilatérale entre les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud à Camp David en août 2023 scella ce rapprochement. La Chine a été longtemps réticente à une telle réunion, considérant hostile l'axe Washington-Tokyo-Séoul notamment caractérisé par des manœuvres conjointes et des risques sur l'approvisionnement en haute technologie des entreprises chinoises, et complété par des rapprochements avec d'autres pays asiatiques (Philippines, Vietnam...). Prenant acte de la fermeté du Président Yoon, beaucoup moins sensible à l'équidistance que pratiquait avec une certaine habileté son prédécesseur, Pékin a changé d'attitude en novembre 2023 et d'abord accepté une réunion commune des ministres des affaires étrangères des trois pays à Busan. De son côté, le Président Yoon doit désormais tenir compte de sa défaite aux élections générales du 10 avril et d'une Assemblée nationale dominée par une opposition soucieuse de ne pas antagoniser excessivement Pékin. La Chine peut espérer que le nouveau ministre sud-coréen des affaires étrangères Cho Tae-

yul sera moins pro-japonais que son prédécesseur Park Jin. L'ancien Président Moon, intervenant dans un forum à Washington, a apporté sa « touche » à cette situation interne en indiquant que la crise dans la péninsule pourrait déclencher un conflit militaire à n'importe quel moment, et appelé à une reprise du dialogue inter-coréen. Fin mai apparaissait à Pékin comme un « bon timing » après les élections d'avril en Corée du Sud et l'investiture du Président Lai pour essayer d'adoucir les positions de Séoul et Tokyo, voire pour exploiter des différences entre les deux alliés de Washington...qui inversement, par l'entremise du Secrétaire à la défense Lloyd Austin voudra profiter du forum du Shangri-La (du 31 mai au 2 juin) pour resserrer les liens avec ceux-ci et sonder le nouveau Premier Ministre de Singapour Lawrence Wong.

Le communiqué commun, préparé comme il se doit dans les réunions internationales, souligne l'importance de la paix et de la stabilité dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est, des efforts diplomatiques et du respect des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en vue de réaliser la dénucléarisation de la péninsule et la résolution immédiate de la question des ressortissants japonais. Par ailleurs ce communiqué rappelle l'opposition des trois pays à toute modification par la force de l'ordre international, et leur attachement aux règles le régissant. Enfin ils affirment leur volonté de coopérer en ce qui concerne les six thèmes inscrits à l'ordre du jour de la réunion, et de porter leurs échanges trilatéraux de 770 milliards USD en 2022 à 1000 milliards USD au cours des prochaines années. La Corée du Sud et la Chine ont d'ailleurs décidé de relancer leur discussion en vue d'un accord de libre-échange mais le Premier Ministre chinois en soulignant que les chaînes d'approvisionnement entre leurs deux pays sont « profondément liées » a voulu mettre en garde le Président Yoon contre une « politisation » de celles-ci, c'est-à-dire contre une instrumentalisation américaine.

Au cours de leur conférence de presse commune les trois dirigeants ont affirmé : « Le maintien de la paix et de la prospérité sur la péninsule et dans l'Asie du Nord-Est sert notre intérêt commun et relève notre responsabilité commune » et déclaré réitérer leurs positions concernant la dénucléarisation et la question des enlèvements. Le Président Yoon et le Premier Ministre Kishida ont demandé à Pyongyang de suspendre ses activités telles que le lancement de fusées porteuses de satellites militaires, la Corée du Nord venant d'en notifier officiellement un fin mai ou début juin, suivi de trois autres en 2024...pendant que le dirigeant chinois a de son côté parlait de « faire preuve de retenue pour empêcher une aggravation et une complication de la situation ». Ces différentes tonalités de propos traduisent de fait des différences de fond, également visibles lors des entretiens bilatéraux.

Il est difficile de croire qu'une simple réunion tripartite et le ton naturellement diplomatique du communiqué commun déclencheront un apaisement rapide en Asie du Nord-Est. Les contextes international et régional ne sont guère encourageants. Deux foyers principaux de tension demeurent vifs : les provocations nord-coréennes et les menaces chinoises sur Taiwan. La Corée du Nord a d'ailleurs procédé juste après cette réunion, avec son sens habituel des agendas, au lancement d'un satellite espion militaire qui est retombé en débris selon les sources militaires sud-coréennes. Enfin on ne peut pas exclure des regains de nervosité relatifs aux différends territoriaux entre le Japon et la Corée du Sud et entre le Japon et la Chine. Pour autant on peut espérer que les trois dirigeants d'Asie du Nord sachant aussi faire preuve de pragmatisme sauront préserver leurs intérêts économiques respectifs et leurs échanges commerciaux, et faire en sorte de ne pas intensifier les tensions existantes. En ce sens la reprise du dialogue entre les trois pays était opportune ; ces trois dirigeants ont confirmé leur volonté de renouveler ce type de réunion tripartite à leur niveau et au niveau ministériel, et selon une périodicité annuelle ; la prochaine doit avoir lieu au Japon en 2025.